

309
N. Eden
11/5 1035

S 4 9 III 2

TD WASHINGTON 1031

LE 14 MAI 1980

ROUTINE

CHIFFRE

NB : DISTRIBUTION SERVICES

AD DIPLOMATIE 1031

CQ BONN 420

CQ LONDRES 458

%

CQ MOSCOU 358

QI

CQ DIRECTEMENT INFO PRESSE NEW YORK 236 (VIA DFRA NY)

OBJET: DECISION DU COMITE OLYMPIQUE FRANCAIS :
REACTIONS DE LA PRESSE AMERICAINE.

JE RENDS COMPTE EN DETAIL DANS LA REVUE DE PRESSE DE CE JOUR DE L'IMPORTANT COUVERTURE QUE, COMME L'ON POUVAIT S'Y ATTENDRE, LES MOYENS D'INFORMATIONS AMERICAINS ONT CONSACREE A LA DECISION DU COMITE OLYMPIQUE FRANCAIS D'ENVOYER UNE REPRESENTATION AUX JEUX DE MOSCOU.

LES RADIOS ET TELEVISIONS (DANS LES JOURNAUX NATIONAUX DU SOIR) ONT TOUTES MENTIONNE LA DECISION DU CNSOF DANS DES RACCOURCIS PARFOIS RAPIDES DU TYPE : " LA FRANCE ROMPT LES RANGS " (JOHN CHANCELLOR , NBC NEWS) ET EN SOULIGNANT SURTOUT LE REFUS AINSI OPPOSE A LA DEMANDE AMERICAINE DE BOYCOTT : " UN COUP SEVERE PORTE A LA POLITIQUE (DE BOYCOTT) DU PRESIDENT CARTER " (BOB SCHIEFFER CBS NEWS). LA PRESSE DU MATIN ANNONCE TRES FREQUEMMENT
.../...

- PAGE DEUX -

LA NOUVELLE EN PREMIERE PAGE, MENTIONNANT AU PASSAGE '' LA GRANDE DECEPTION '' EXPRIMEE PAR LE SECRETAIRE D'ETAT LORS DE SON ARRIVEE A BRUXELLES . LES COMMENTAIRES NOTENT CEPENDANT QUE, PLUS QUE LA DECISION FRANCAISE, C'EST LA POSITION DU COMITE OLYMPIQUE ALLEMAND QUI DEVRAIT INFLUENCER LES AUTRES PAYS EUROPEENS ENCORE INDECIS.

L'ATTITUDE DE NON INTERVENTION DU GOUVERNEMENT FRANCAIS EST FREQUEMMENT CRITIQUEE. DANS UN ARTICLE, LARGEMENT REPRODUIT PAR L'INTERMEDIAIRE DU NEW YORK TIMES '' NEWS SERVICE '', PAUL LEWIS ECRIT DE PARIS : '' LE GOUVERNEMENT FRANCAIS A MONTRE DE LA RETICENCE A PUNIR L'UNION SOVIETIQUE AVEC UN BOYCOTT DEMANDE PAR LES AMERICAINS MAIS IL N' A PAS ETE MOINS EFFRAYE D'AVOIR L'AIR STUPIDE EN ETANT LE SEUL GRAND PAYS OCCIDENTAL A SOUTENIR LES JEUX.

APRES AVOIR D'ABORD DENONCE LE BOYCOTT, LES RESPONSABLES OFFICIELS FRANCAIS SONT DEVENUS PLUS AMBIGUS, PRETENDANT QUE CELA NE VAUDRAIT PAS LA PEINE DE PARTICIPER AUX JEUX SI LES ETATS-UNIS ET LES AUTRES PRINCIPAUX PAYS N'Y ETAIENT PAS. FINALEMENT, LE GOUVERNEMENT A SEMBLE ESSAYER DE SE LAVER LES MAINS DE CETTE AFFAIRE EN DISANT QU' ELLE RELEVAIT DE LA DECISION DU COMITE OLYMPIQUE ''.

JE NOTE QUE LES APPELS TELEPHONIQUES HOSTILES A LA FRANCE, QUI AVAIENT SENSIBLEMENT DIMINUE DEPUIS QUELQUE TEMPS , ONT ETE PARTICULIEREMENT NOMBREUX A L'AMBASSADE DEPUIS HIER APRES MIDI, QUELQUES MINUTES APRES L'ANNONCE DE LA DECISION DU CNSOF.141809(4)
./.

LABOULAYE